

		<p>APCAM/MSU/USAID Projet de Mobilisation des Initiatives en matière de Sécurité Alimentaire au Mali – Phase II (PROMISAM - II)</p> <p>MICHIGAN STATE UNIVERSITY</p>
---	---	--

Michigan State University  
Department of Agricultural, Food and Resource Economics  
Food Security III Associate Agreement  
(Leader Award no. GDG-A-0-02-0000021-00)

## **Identification d'indicateurs d'insécurité alimentaire en zones urbaines au Mali**

(Boubacar Diallo, Mamy Coulibaly, Nango Dembélé, Abdramane Traoré, Véronique Theriault)

- Approche méthodologique -

Novembre 2012

## 1. Contexte et objectif

Le Système d'alerte précoce joue un rôle crucial dans le suivi de l'insécurité alimentaire et de la vulnérabilité des ménages au Mali. La plupart des études ont montré que l'insécurité alimentaire des ménages dépend de plusieurs facteurs, notamment les disponibilités alimentaires, les technologies permettant la transformation et la conservation, la fluidité des produits agricoles dans le temps et l'espace, les circuits de distribution, les prix, les revenus et les charges familiales, les choix alimentaires etc. Relégué jadis aux zones rurales, le phénomène d'insécurité alimentaire touche aujourd'hui de plus en plus le milieu urbain dont les ménages n'ont de recours que le marché pour s'approvisionner. Les défaillances des systèmes alimentaires entraînent un déplacement des ruraux vers les villes. La crise alimentaire 2007-08 a accentué le phénomène de l'insécurité et mis à nu la vulnérabilité des ménages ruraux et urbains et la faiblesse de leur pouvoir d'achat en terme réel. Avec les mauvaises campagnes agricoles, les effets des changements climatiques (inondations) et plus récemment l'occupation du nord du Mali par les groupes extrémistes, le SAP/Mali est appelé à jouer un rôle plus important étant donné le contexte et l'afflux des populations du Nord vers les centres urbains. Ce sont d'importants mouvements de population du Nord vers les villes de Mopti, Ségou, Bamako, Sikasso qu'il faut dorénavant prendre en compte dans le dispositif national de sécurité alimentaire et le suivi des populations vulnérables. Longtemps écarté du champ des enquêtes conjointes sur la sécurité alimentaire, il est aujourd'hui incontestable que le milieu urbain évolue au gré de divers chocs et présente une situation alimentaire différente de celle du milieu rural, vu ses caractéristiques spécifiques et l'expansion de sa population.

Les activités principales du SAP-Mali reposent sur l'identification des zones et populations vulnérables et l'analyse mensuelle au niveau de toutes les communes, de l'évolution des déterminants de la sécurité alimentaire (disponibilité, accessibilité, utilisation). Cette approche permet au SAP de procéder à la fin de chaque campagne agricole à un classement des communes ou groupes de villages en différentes classes de difficultés alimentaires ou nutritionnelles. Cette approche qui fournit une photographie de la situation alimentaire du Mali, a permis d'identifier 166 communes dites les plus vulnérables. Jadis basée sur le bilan céréalier national, l'approche SAP a fait évoluer l'analyse avec l'ajout d'autres indicateurs permettant d'avoir une meilleure compréhension des moyens d'existence et des stratégies d'adaptation des ménages face à une pénurie de vivres ou tous autres chocs. Elle a aussi introduit à un certain moment des sites d'observations permanentes ou sites sentinelles afin de mieux suivre l'évolution de la situation alimentaire au niveau des ménages mais ces sites sont aujourd'hui fermés. Le risque alimentaire n'est pas seulement un problème conjoncturel essentiellement rural et climatique. La dimension structurelle assez souvent liée à la pauvreté et au pouvoir d'achat réel des ménages doit être prise en compte. Les principales questions relatives à l'insécurité alimentaire auxquelles le SAP répond actuellement sont les suivantes : (i) quelles sont les zones et les populations risquant de connaître une crise alimentaire ou nutritionnelle ? (ii) à partir de quel moment et pour combien de temps ? (iii) quels sont les besoins estimés et les aides à fournir ? (iii) comment utiliser ces aides ?

A travers la présente initiative, PROMISAM appuie le SAP pour l'identification d'indicateurs d'insécurité alimentaire dans les zones urbaines du Mali soumises depuis peu à divers chocs dont la hausse continue des prix alimentaires, les mauvaises campagnes agricoles et plus récemment la crise politique et les effets des changements climatiques. Cette initiative permettra d'améliorer le ciblage des ménages urbains vulnérables dans le cadre des programmes d'urgence et apportera également des informations utiles pour l'amélioration de la méthodologie de ciblage du SAP en zones rurales. L'objectif de cette initiative est de renforcer les capacités du SAP pour l'identification d'indicateurs pertinents et fiables afin de lui permettre de suivre efficacement la situation d'insécurité alimentaire dans les zones urbaines. Le test de l'approche méthodologique se focalisera essentiellement sur la ville de Bamako.

## 2. Principaux concepts sur l'insécurité alimentaire

### Notion d'insécurité alimentaire (adapté de José Gómez Cerda, ADPE)

La "dénutrition" caractérise l'état de personnes qui, en permanence, consomment une quantité d'aliments insuffisante pour couvrir leurs besoins en matière de calories. La situation d'insécurité alimentaire se produit lorsque les personnes n'ont pas accès à une quantité suffisante d'aliments sains et nutritifs et ne consomment donc pas les aliments nécessaires pour une croissance normale aux fins d'une vie active et saine. La vulnérabilité est l'exposition des personnes au risque d'insécurité alimentaire, y compris leur exposition aux facteurs affectant leur capacité de subsistance. On entend par état nutritionnel la situation physiologique des personnes déterminée par la consommation d'aliments, les pratiques de soin et les conditions de santé et de salubrité.

### Concept de vulnérabilité alimentaire des ménages

Le concept de vulnérabilité s'appuie sur une vision dynamique qui est fonction de deux facteurs : (i) le degré d'exposition à des chocs ou risques, (ii) la capacité à y faire face. La vulnérabilité concerne les chocs, les tendances et la saisonnalité qui influence les moyens d'existence des personnes. Ces facteurs sont indépendants du contrôle des populations locales à court et moyen terme.

### Risque alimentaire structurel et conjoncturel

L'insécurité alimentaire peut être chronique ou transitoire. Lorsqu'elle est chronique, elle provoque la dénutrition. Cette dénutrition est la conséquence directe et à long terme d'une consommation insuffisante d'aliments. L'insécurité alimentaire est généralement qualifiée de "chronique" lorsqu'une personne ne parvient pas à obtenir normalement les quantités suffisantes d'aliments, et de "transitoire" lorsqu'il s'agit d'une réduction temporaire dans la consommation suffisante d'aliments (ex. hausse des prix). Mais les personnes qui souffrent d'une insécurité alimentaire chronique peuvent aussi connaître des fluctuations dans la gravité de cette insécurité.

### Echelles des difficultés alimentaires

C'est une classification dans l'appréciation de la gravité de l'insécurité alimentaire. Par exemple, le SAP a établi une échelle des difficultés alimentaires ou nutritionnelles et chaque commune ou groupe de villages est classée selon cette échelle. Ainsi cette approche a permis d'identifier 166 communes les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire selon la nomenclature suivante: (i) RAS ou situation normale ; (ii) DEL ou difficultés économiques légères ; (iii) DES ou difficultés économiques sévères ; (iv) DA ou difficulté alimentaire ; CA ou crise alimentaire ; (v) CA ou famine.

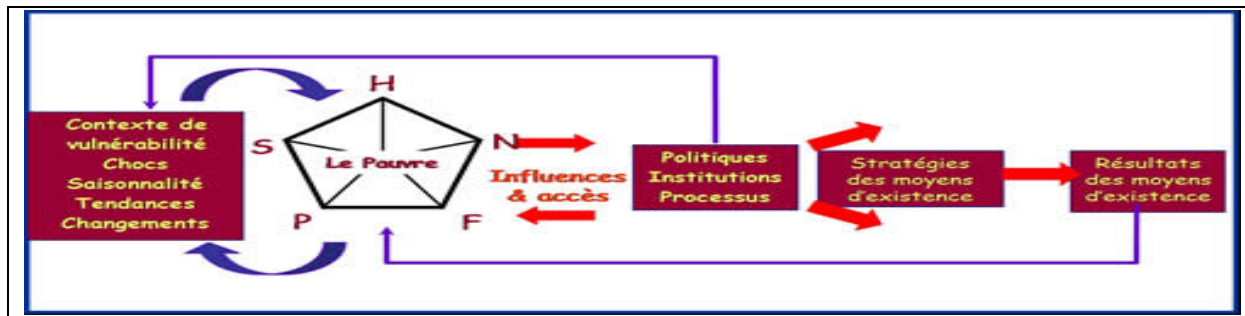
### 3. Approche méthodologique

#### Cadre conceptuel des moyens d'existence durables (MED) (extrait DFID)

L'approche des moyens d'existence durables (AMED) est un des outils qui permet une meilleure compréhension des moyens d'existence des pauvres. Elle s'appuie sur les principaux facteurs influençant les moyens d'existence des pauvres et sur les liens qui unissent habituellement ces facteurs.

Le cadre MED place les personnes, et plus particulièrement les ruraux pauvres, au centre d'un réseau d'influences interdépendantes qui ont un impact sur la façon dont ces personnes créent des moyens d'existence pour eux et leurs ménages. Au plus près des personnes, et au centre du cadre, on trouve les ressources et les biens associés aux moyens d'existence auxquels elles ont accès et qu'elles utilisent, à savoir, les ressources naturelles, les technologies, les compétences, connaissances et capacités dont elles disposent, leur santé, l'accès à l'éducation, les sources de crédit, ou leurs réseaux d'appui social. L'étendue de leur accès à ces biens est fortement influencée par leur contexte de vulnérabilité, lequel est tributaire des tendances (par exemple, économiques, politiques, technologiques), des chocs (par exemple, épidémies, catastrophes naturelles, guerre civile) et de la saisonnalité (par exemple, prix, production, perspectives d'emplois). L'accès est également influencé par l'environnement social, institutionnel et politique prévalant, qui a un effet sur les façons dont les personnes associent et utilisent leurs biens pour atteindre leurs objectifs ; ceci constitue leurs stratégies de moyens d'existence.

Le cadre AMED est présenté ci-dessous sous une forme schématique qui montre les principales composantes de l'AMED et leurs relations. Il vise plutôt à fournir une façon de considérer les moyens d'existence des pauvres et les nombreux facteurs influençant ces moyens d'existence, la façon dont ils interagissent et leur importance relative dans une situation donnée, ce qui devrait faciliter l'identification de manières plus efficaces d'appuyer les moyens d'existence et de réduire la pauvreté.



L'approche méthodologique proposée ci-dessous s'inspire du cadre conceptuel MED pour identifier les indicateurs urbains et suivre les chocs et leurs effets sur les moyens d'existence durable des pauvres. Avec l'urbanisation et les changements récents (hausse des prix, dérèglement climatiques, crise politique), le phénomène d'insécurité alimentaire touche de plus en plus de ménages dans les zones urbaines. Le problème d'accessibilité alimentaire pour les plus vulnérables est le phénomène le plus courant dans les villes où la majorité des ménages s'approvisionnent sur les marchés pour s'alimenter. La hausse des prix alimentaire touche les plus pauvres qui consacrent la majeure partie de leur budget (50 à 80%) à l'alimentation (Tuiloma, 2012). Les catastrophes climatiques telles que les inondations affectent aussi les citoyens défavorisés qui s'installent là où ils trouvent de la place ou un loyer abordable. Avec les conflits armés, ce sont également de nombreuses personnes qui cherchent refuges dans des communautés d'accueil en zones urbaines dont les infrastructures et les services sont déjà insuffisants.

L'approche méthodologique sera utilisée par le SAP sur le terrain pour périodiquement évaluer l'insécurité alimentaire en zones urbaines. L'identification de ceux qui sont exposés aux chocs en zone urbaine dépend des types de chocs que connaissent les villes (hausse des prix, mouvements de population, catastrophes etc.) et leurs effets conjoncturels à différents niveaux (commune, quartiers, groupes sociaux et ménages). L'analyse des effets d'un choc passe donc par l'analyse des avoirs des moyens d'existences et le zonage des vulnérabilités structurelles à ces différents niveaux. L'identification des indicateurs s'inspire des expériences vécues et des stratégies développées pour prévenir l'insécurité alimentaire. Avec les dernières évolutions, beaucoup d'agences humanitaires et ONG (WFP, OCHA, UNICEF, CARE International, Africare, Red Cross, ...etc.) se sont investis dans le suivi de la vulnérabilité et la conception d'outils de ciblage de ménages en difficulté aussi bien en milieu rural qu'en milieu urbain.

La suite du rapport est présentée comme suit: (i) Caractéristiques et qualités d'un indicateur à partir d'une revue bibliographique; (ii) l'identification des chocs et leurs effets; (iii) le zonage des vulnérabilités à partir d'une collecte de données secondaires sur la ville, ses démembrements et sa cartographie; (iv) l'identification des indicateurs qui est basée l'approche MED et une capitalisation des expériences à travers le monde sur l'utilisation et l'efficacité des indicateurs.

Pour mieux saisir les différentes étapes de l'approche méthodologique MED, la ville de Bamako a été retenue pour illustrer l'insécurité alimentaire urbaine dans le contexte spécifique du Mali qui a connu durant ces dernières périodes, deux chocs concomitants ayant affecté les zones urbaines (hausse des prix, crise politique et mouvements de

populations). L'approche a été adaptée pour suivre ces phénomènes et faciliter la mise en œuvre des programmes d'assistance de l'Etat, agences humanitaires et ONG (safety nets).

### 3.1. Caractéristiques et qualités d'un indicateur (revue bibliographique)

Définition 1<sup>1</sup> : un indicateur est une combinaison d'informations pertinentes dont le suivi régulier permet de se situer par rapport à la réalisation d'un objectif.

Définition 2 : Selon l'OCDE, l'indicateur est un facteur ou une variable, de nature quantitative ou qualitative, qui constitue un moyen simple et fiable de mesurer ou d'informer des changements liés à un phénomène.

Un indicateur peut être avec ou sans cible. Un indicateur sans cible s'exprime comme une variable : ex1. un nombre de point de prestation de services par rapport au nombre d'habitants en âge de procréer dans chaque district. Un indicateur avec cible s'exprime comme une valeur. Ex2. 500 points de prestation de service pour 1.5 millions de personne en âge de procréer dans les 3 districts.

Les indicateurs sont des outils de gestion qui jouent un rôle important dans la planification, le suivi et l'évaluation d'un programme ou projet. Dans le cadre du suivi de la vulnérabilité des ménages en zones urbaines, elles représentent une base pour suivre et évaluer le phénomène de l'insécurité alimentaire.

L'identification et la construction d'un indicateur n'est toujours pas aisée. Ce qu'il faut avant tout respecter lorsqu'on veut identifier un indicateur est que celui-ci ne doit mesurer que ce qu'il est censé mesurer. Un indicateur X ne doit mesurer que l'objectif X. Mais il peut être nécessaire de formuler plusieurs indicateurs pour préciser un objectif ou un phénomène.

Il est important aussi de considérer la conception d'un indicateur comme un processus itératif. Il doit être revisité de temps en temps car il a été défini à un moment donné t et peut ne plus se révéler pertinent à un moment t+1.

Comment construire un indicateur ? Un indicateur se définit à partir d'un objectif attendu, d'une stratégie pour atteindre cet objectif et d'une connaissance fine de la zone et du contexte. L'indicateur doit renseigner selon les 5 critères suivants: (i) la quantité c'est-à-dire combien ?, (ii) la qualité c'est-à-dire comment et quoi ?, (iii) le groupe cible c'est-à-dire qui ?, (iv) la période c'est-à-dire quand ?, (v) enfin la localisation c'est-à-dire où ?.

Un indicateur peut se présenter sous différentes formes : (i) il peut révéler une mesure cardinale. Ex. nombre de participants à une réunion, (ii) il peut révéler une mesure ordinale. Ex. Niveau de satisfaction des participants (très satisfait/moyennement satisfait/pas satisfait), (iii) il peut révéler une expression binaire. Ex. existence d'une loi (existe/existe pas), (iv) il peut révéler une formule de calcul (indice de fécondité dans une zone déterminée).

L'indicateur doit être choisi au bon niveau de désagrégation: (i) zone géographique. Ex. zones urbaines/rurales, (ii) groupes démographique. Ex. par genre ou par âge, (iii) groupe de revenu. Ex. pauvres/non pauvres, quintiles, déciles. (iv) groupes sociaux. Ex. musulmans/chrétien, (v) groupes économiques ou secteur d'occupation. Ex. agriculteur/éleveur.

<sup>1</sup>Selon Creative Common

Il est toujours important de vérifier à priori les qualités de l'indicateur : (i) spécifique c'est-à-dire univoque, (ii) mesurable c'est-à-dire vérifiable à un coût acceptable, (iii) acceptable c'est-à-dire qu'il y'a accord entre les parties prenantes, (iv) réaliste c'est-à-dire s'il est possible de les atteindre, (v) temporel c'est-à-dire si il est mesurable dans la période donnée. Au terme de cette étape si l'indicateur n'est pas jugé de qualité, il doit être retiré de la liste. Il n'est pas toujours évident de disposer des 5 éléments pour définir l'indicateur et la plupart des indicateurs sont limités à 3 aspects (la qualité, la quantité et le temps. Il est important de mentionner que le nombre total d'indicateurs doit être restreint car un grand nombre d'indicateurs peut entraîner une abondance d'information qui risque de dissimuler les informations les plus importantes.

Il est important également de définir les sources de vérification c'est-à-dire les sources d'information et les moyens de collecte afin de savoir si l'indicateur peut être mesuré de manière réaliste. Ex. rapports d'études, résultats de sondage, fiches d'enquêtes, fiches de suivi, rapports annuels...etc. dans le cas où l'on n'a pas trouvé de sources de vérification acceptables, il y'a lieu de remplacer l'indicateur par un autre.

Enfin, il arrive souvent dans l'identification des indicateurs que l'on soit amené à arbitrer entre l'idéal et le possible en renonçant aux critères optimaux et se contenter de ceux que les données accessibles permettent de mesurer.

Critères de choix des indicateurs urbains pour le SAP/Mali: le système d'alerte précoce au Mali est sous la tutelle du Commissariat à la Sécurité Alimentaire. Il est financé sur le budget de l'Etat qui a jugé nécessaire d'avoir un instrument autonome de suivi de la vulnérabilité rurale et urbaine pour accompagner sa politique agricole. Pour cette raison, les indicateurs à retenir pour le suivi de la vulnérabilité en zone urbaine doivent répondre à un certain nombre de critères : (i) doivent être pertinents pour les décideurs politiques. (ii) la méthodologie doit être simple et les données doivent être faciles à collecter, (iii) le dispositif de collecte et de suivi doit être financièrement soutenable.

### 3.2 Identification des chocs touchant la ville de Bamako<sup>2</sup>

#### 3.2.1 Généralités

En 2009, la ville de Bamako comptait 1 809 106 habitants répartis dans 288 176 ménages au niveau de 6 communes et 168 quartiers sur une superficie d'environ 267 km<sup>2</sup> (22 km d'Ouest en Est et 12 km du Sud au Nord). La population de Bamako est composée de 908 895 hommes (50,2 %) et de 900 211 femmes (49,8 %). La commune I compte 256 216 habitants, couvre une superficie de 34 26 km<sup>2</sup>. Neuf quartiers composent cette commune : sont Banconi, Boukassombougou, Djélibougou, Doumanzana, Fadjiguila, Sotuba, Korofina Nord, Korofina Sud et Sikoroni.

---

<sup>2</sup> Par Wikipedia et Issa FOFANA, Université Gaston Berger de Saint-Louis Sénégal - Master II 2010, L'utilisation de téléphone mobile et dynamiques des acteurs dans l'espace urbain de Bamako.

La commune II couvre une superficie de 16 81 km<sup>2</sup> et compte une population de 160 680 habitants. La commune 2 compte onze quartiers : Niaréla, Bagadadji, Médina-coura, Bozola, Missira, Hippodrome, Quinzambougou, Bakaribougou, TSF, Zone industrielle et Bougouba. Elle abrite 80 % des industries du Mali.

La commune III couvre une superficie de 23 km<sup>2</sup> et compte 119 287 habitants. La commune III est le centre administratif et commercial de Bamako. Elle accueille notamment les deux plus grands marchés de la capitale, le Grand marché Dabanani et Didida. Vingt quartiers composent cette commune et les villages de Koulouninko et Sirakorodouning ont été rattachés à la Commune III.

La Commune IV couvre une superficie de 36 768 hectares, avec une population de plus de 200 000 habitants en 2001. Elle est composée de huit quartiers : Taliko, Lassa, Sibiribougou, Djikoron-Para, Sébénikoro, Hamdallaye, Lafiabougou et Kalabambougou.

La Commune V couvre une superficie de 41 km<sup>2</sup> et compte 249 727 habitants. Elle est composée de huit quartiers Badalabougou, Sema I, Quartier Mali, Torokorobougou, Baco-Djicoroni, Sabalibougou, Daoudabougou et Kalaban-Coura.

La commune VI avec une superficie de 8 882 hectares est la plus vaste du district de Bamako et compte environ 600 000 habitants. Elle est constituée de dix quartiers : Banankabougou, Djanékéla, Faladié, Magnambougou, Missabougou, Niamakoro, Sénou, Sogoniko, Sokorodji et Yérimadio.

La population de Bamako a été multipliée par près de 1,8 depuis 1998, ce qui représente un taux de croissance annuel moyen de 4,8 % (Direction Nationale de la Statistique de l'Information, 2011). Cette croissance démographique et spatiale fait que la ville est exposée à des crises multiformes (prix élevé des transports en commun et des denrées alimentaires, insécurité urbaine...etc.). Ce processus d'urbanisation a cru à un rythme annuel à 5 %.

Carte de repérage : Bamako et ses quartiers



(Bertrand, Fouétilou, département de Géographie de l'Université de Caen, 1997)



### 3.2.2 Principaux chocs vécus à Bamako et périphériques

Au-delà de la hausse continue des prix alimentaires que connaît la plupart des villes ouest-africaines, la ville de Bamako a été affectée aussi par l'impact de la mauvaise campagne agricole 2011-2012 et la crise politique (notamment les mouvements de populations de Tombouctou, Kidal et Gao vers les régions du sud). Selon les données du PAM<sup>3</sup>, les quartiers urbains et périurbains de la ville de Bamako les plus affectés par ces déplacements sont : Commune I : Banconi, Sikoroni; Commune II : Medinacoura, Bozola, Ngolonina; Commune III : Point G, Samé, N'gnomirabougou ; Commune IV : Taliko, Lassa, Kalanbougou et Sébenikoro ; Commune V : Sabalibougou, Kalaban Coura; Commune VI : Sénou, Yirimadio, Missabougou, Sokorodji, Niamakoro. Ces quartiers ont connu une escalade de l'insécurité alimentaire qui a touché aussi bien les déplacés que les familles d'accueil. Les facteurs aggravant de l'insécurité alimentaire dans ces quartiers sont : (i) l'afflux au jour le jour des personnes déplacées; (ii) une dépendance à des activités agricoles périurbaines peu développées; (iii) un faible accès aux terres agricoles dans les zones périurbaines, aux sources d'énergie, à l'eau potable, à l'hygiène et l'assainissement; (iii) une forte croissance démographique (8 enfants en moyenne par ménage); (iv) un faible accès aux institutions de micro-finance; (v) un fort taux de chômage; (vi) une forte dépendance à la solidarité sociale.

Selon les résultats de cette étude du PAM, les groupes les plus affectés au Mali se trouvent dans le secteur informel peu rentable, spécifiquement dans l'emploi journalier, le petit commerce, l'artisanat, les activités agricoles (petit élevage, maraichage, produits de cueillette, pêche, travail saisonnier). Parmi les causes ou déterminants de la vulnérabilité des déplacés et familles d'accueil, il faut citer les déterminants structurels (faibles capacités techniques, financières et matérielles, faiblesse des politiques et stratégies appropriées), les déterminants conjoncturels (inondations, crise économique internationale et flambée des prix des denrées alimentaires, des hydrocarbures et des autres sources d'énergie, conflits sociopolitiques...etc.). Cependant, la vulnérabilité de ces groupes (si ceux-ci ont des revenus) peut être atténuée par l'impact d'une possible bonne campagne agricole qui permet d'espérer une bonne disponibilité des denrées, un bon approvisionnement des marchés et une baisse des prix.

La collecte de données secondaires présentées ci-dessus n'est pas exhaustive. Elle a été faite à titre d'exemple et doit être étendue aux autres villes du Mali. Les Gouvernorats et les districts, les Directions Nationales et Régionales de la Protection Civile, les agences humanitaires et les ONG ont les principales sources d'information.

### 3.3 Zonage des vulnérabilités

Le zonage des vulnérabilités vise à avoir une vision globale de la ville en identifiant les parties de la ville soumises à des chocs/risques forts et en analysant les facteurs aggravants de vulnérabilité (habitats, services de base, environnement etc.). Le zonage se fait en 2 étapes :

---

<sup>3</sup> Cf. Le PAM a organisé un atelier de restitution sur les populations déplacées internes et leurs familles d'accueil tenu à Bamako, les 3 et 4 octobre à l'hôtel Kempinski El Farouk.

- la division de la ville en zones homogènes du point de vue des caractéristiques. Ce découpage permet de faire une analyse urbaine des modes et moyens d'existence et permet de les catégoriser ;
- l'identification des quartiers particulièrement sensibles. C'est au niveau de ces quartiers que se fera le diagnostic approfondi de l'insécurité alimentaire. La sélection des quartiers peut être souvent compliquée car des poches de pauvreté peuvent aussi se retrouver dans les zones résidentielles aisées.

#### Exemple de catégorisation des quartiers

Niveau de vulnérabilité	Type de quartier	Caractéristiques	Nom des quartiers
<b>Très élevé</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Villages périurbains</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pas de travail, loin de la ville</li> <li>- Non viabilisé, non lotis</li> <li>- Décharges sauvages</li> <li>- Très faible desserte en services</li> <li>- Forte densité/ Nombre élevé de personnes par pièce</li> <li>- Mauvaise qualité de l'habitat</li> <li>- Insécurité civile</li> </ul>	Ex. Sokorodji
<b>Elevé</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Quartiers périphériques non viabilisés ou/et non lotis</li> <li>- Quartiers inondables</li> <li>- Camps de déplacés</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Lotis et non viabilisé</li> <li>- Faible desserte en services</li> <li>- Pas de travail</li> </ul>	Ex. Yérimadio
<b>Moyen</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Quartiers centraux</li> <li>- Anciens quartiers autochtones</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Viabilisés</li> <li>- Bon accès aux emplois en ville</li> <li>- Habitat précaire</li> <li>- Densité élevée</li> </ul>	Ex. Magnanbouyou
<b>Faible</b>	Quartiers résidentiels viabilisés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Densité moyenne</li> <li>- Proximité avec les zones d'emploie</li> <li>- Habitats de bonne qualité</li> </ul>	Ex. Baco-Djicoroni
<b>Très faible</b>	Quartiers résidentiels aisés	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Faible densité</li> <li>- Bon accès aux services sociaux</li> <li>- Habitats de bonne qualité</li> </ul>	Ex. ACI 2000, Baco-Djicoroni ACI

Source : Basée sur ACF, 2009

### 3.4 Identification des indicateurs d'insécurité alimentaire en zones urbaines<sup>4</sup>

#### 3.4.1 Capitalisation des expériences (revue de la littérature)

La littérature sur les indicateurs d'insécurité alimentaire en zones urbaines peut être subdivisée en deux grands groupes : (i) d'une part, les travaux de recherche méthodologique sur l'identification d'indicateurs et la collecte de donnée à travers l'élaboration de guides et directives sur les étapes à suivre. Le Projet « Food and Nutrition Technical Assistance (FANTA-USAID) » au Mali en a produit un bon nombre, notamment sur la diversité alimentaire (SDAM), l'échelle d'insécurité alimentaire et les mois d'approvisionnement alimentaire adéquat (MAHFP). De même, le CILSS a proposé des outils de mesure de la vulnérabilité alimentaire en milieu urbain, le score d'insécurité alimentaire (SIAM) et le score de diversité alimentaire (SDA) (ii) d'autres parts, les travaux proprement dits d'évaluation de la vulnérabilité urbaine dans certains pays<sup>5</sup>. L'étude sur la « Surveillance de la sécurité alimentaire en milieu urbain au Burkina Faso de 2009 à 2011 » par IRD et UNICEF, « l'évaluation de la sécurité alimentaire en milieu urbain » par le PAM et le « Projet d'appui aux populations à faible revenu en régions urbaines en Guinée » par EuropeAid en Mars 2012 en sont des exemples.

De l'analyse des travaux d'évaluation de l'insécurité alimentaire en zones urbaines, il ressort de grandes disparités dans les méthodologies pour le suivi des groupes vulnérables en milieu urbain. Certains travaux ont privilégié une approche « monitoring » qui s'apparente à un observatoire alimenté par une base de données « ménages » actualisée périodiquement au niveau de chaque commune (semestriel ou annuel, soudure ou post-récolte). D'autres par contre, ont procédé à des enquêtes et évaluations ponctuelles très approfondies qui ont permis de décrire le choc et cibler de façon assez précise les plus vulnérables. L'inconvénient de ces évaluations est de ne pas s'inscrire dans la durée. Une fois que le projet de recherche est arrêté, les résultats de ces évaluations deviennent désuets car l'insécurité alimentaire est un phénomène dynamique. Dans le cadre du SAP/Mali, une approche dynamique, du genre observatoire permet de suivre mieux l'évolution de l'insécurité alimentaire en zone urbaine. Elle permettra de faire certaines analyses pour détecter au plus tôt les risques et déclencher l'intervention palliative au moment opportun.

La plupart des travaux sur la vulnérabilité urbaine et les indicateurs ont suffisamment détaillé les types de chocs auxquels sont confrontées les communautés urbaines et il est apparu de façon générale que l'impact de ces chocs est fortement lié: (i) au niveau de pauvreté, au pouvoir d'achat et aux moyens de résilience du ménage, (ii) à la taille du ménage et le nombre de personnes dépendantes, (iii) l'activité économique et le sexe du chef de ménage; (iii) au profil de consommation alimentaire du ménage. Dans le cadre du SAP/Mali, l'identification des indicateurs pourrait se baser sur quelques unes de ces variables.

Dans la plupart des travaux, la périodicité de la collecte des données est d'environ de 1 fois par an et donne une photographie très détaillée de la situation d'insécurité alimentaire à un moment donné et par rapport à un choc donné. Une des questions émergentes dans l'appréciation de l'impact des études de façon générale est celle de la traduction des

<sup>4</sup>Le sommaire des études et travaux sur la vulnérabilité et les indicateurs (qui ont été consultés) est présenté en annexe.

<sup>5</sup> Notamment en Guinée, Sénégal, Mali, Madagascar et plusieurs pays d'Amérique Latine.

résultats en politique concrète à l'endroit des populations visées. Les indicateurs utilisés, les méthodes de collecte et la taille des échantillons ont nécessité des moyens logistiques et humains importants et il n'est pas certain que les résultats ont été réellement pris en compte dans la mise en œuvre des politiques d'assistance aux plus vulnérables. Une telle approche peut être financièrement insupportable pour une institution nationale comme le SAP qui ne dispose que de la contribution de l'Etat pour le financement de ses activités. Le SAP/Mali privilégiera des indicateurs simples et une collecte de données légère et peu coûteuse.

Différentes méthodes ont été utilisées pour le ciblage de programmes alimentaires et nutritionnels. Les programmes sont soit ciblés administrativement, soit auto-ciblés. Le ciblage administratif implique le choix de communautés spécifiques (ciblage géographique) ou bien de ménages ou de personnes spécifiques. L'auto-ciblage ne repose pas sur la sélection de participants mais sur des mesures incitatives dans le programme destinées à encourager une participation maximum des membres du groupe ciblé. Le ciblage basé sur le marché est concerné lorsque ces incitations sont introduites par des changements dans les mécanismes du marché. Le SAP/Mali mettra l'accent sur le ciblage géographique et celui basé sur le marché. Par exemple, l'évaluation de la sécurité alimentaire en zone urbaine au Sénégal a porté sur les communes de Kaolack, Kolda, Tambakounda et Ziguinchor et a porté sur un échantillon de 40 ménages par commune.

### 3.4.2 Indicateurs proposés pour la ville de Bamako<sup>6</sup>

Le système d'alerte précoce au Mali est sous la tutelle du Commissariat à la Sécurité Alimentaire. Il est financé sur le budget de l'Etat qui a jugé nécessaire d'avoir un instrument autonome de suivi de la vulnérabilité rurale et urbaine pour accompagner sa politique agricole. La structure du SAP est légère. Elle dispose de très peu de ressources humaines, matérielles et financières pour mener efficacement les fonctions qui lui sont assignées. Pour toutes ces raisons, les indicateurs à retenir pour le suivi de la vulnérabilité en zone urbaine doivent répondre aux critères suivants: (i) être pertinents pour les décideurs politiques. (ii) la méthodologie doit être simple et les données doivent être faciles à collecter, (iii) le dispositif de collecte et de suivi doit être financièrement soutenable.

La présentation des indicateurs proposés pour le SAP/Mali sera précédée par un premier niveau d'observation (ou signes visibles) indispensable pour saisir la dynamique urbaine. Ce niveau d'observation est le quartier et les informations (surtout qualitatives) seront recueillies à travers une reconnaissance rapide sur le terrain. Les données seront collectées auprès des communautés, des Systèmes Nationaux d'information, des Gouvernorats, des Districts, des Directions de la Protection civile, des projets etc.

#### 3.4.2.1 Signes visibles attribués aux différents chocs

En se basant sur une collecte de données secondaires, il est possible d'avoir une première image de la dynamique urbaine. Celle-ci peut être appréhendée en faisant le lien entre les chocs (climatiques, économiques ou politiques) et l'observation des modes et moyens

---

<sup>6</sup>Ces indicateurs seront discutés au cours de l'atelier méthodologique prévu durant le mois de novembre 2012. Les modalités de collecte seront également partagées.

d'existence durable. L'observation de ces signes visibles peut représenter les premiers éléments de déclenchement d'un processus d'investigation plus approfondie au niveau ménage. Elle peut être faite à travers une reconnaissance rapide qui requiert une collecte de données qualitatives assez légère.

Ces signes visibles sont présentés ci-dessous:

L'inégalité face à l'augmentation des prix. L'augmentation des achats au détail de céréales (à la tasse ou au kilogramme) et le degré de détail sont les premiers signes visibles de la vulnérabilité face à l'inflation. Les ménages plus aisés achètent généralement leur denrée au sac. Les ménages les plus pauvres sont les plus concernés par l'achat au détail. C'est un paradoxe inquiétant qui oblige les plus pauvres à payer leur produit de base au prix unitaire le plus élevé. Les employés payés à la journée (ouvriers) s'alimentent dans la rue et obligés d'étendre leurs dépenses sur tout le mois. Le système d'achat journalier accroît la vulnérabilité des plus pauvres face à une hausse de prix alimentaire ou une inflation. L'exemple des coupons alimentaires au Burkina lancés par le PAM en 2009 a touché 200000 personnes. Ce dispositif ciblait les personnes vivant dans les zones urbaines où des produits alimentaires étaient disponibles sur le marché mais à des prix très élevés. Ci-dessous quelques variables à suivre dans les quartiers périphériques :

- L'évolution des prix des principales céréales (par exemple, une augmentation de X% comme seuil de déclenchement de l'alerte) ;
- L'augmentation du rythme d'achats au détail (par exemple, une augmentation de Y% comme seuil de déclenchement de l'alerte) ;
- L'augmentation du degré de détail (de la tasse ou du kilogramme à la demi-tasse et au demi-kilogramme) ;
- L'augmentation de la consommation d'aliments dans les rues non liée à une forte progression de l'urbanisation ;
- Etc.

La baisse des sources de revenus. Les petits commerçants (es) ne disposent plus de fonds de roulement, ni de stocks et sont obligés d'acheter au quotidien à crédit auprès du grossiste. Ils finissent par cesser leur activité économique. Sachant que ce petit commerce est la source de revenu du ménage, un tel déclin est une grave menace à leur sécurité alimentaire. Ci-dessous quelques variables à suivre dans les quartiers périphériques dus à la situation de faillite dans le commerce:

- La diminution de l'activité des boutiques de détail;
- La cessation d'emplois dans le petit commerce ;
- La prolifération de la petite agriculture (artisanale et sans intrants) comme seul moyen de survie en zones urbaines et périurbaines ;
- Etc.

L'effondrement du tissu social et la participation des enfants à l'économie locale. Beaucoup de ménages pauvres utilisent des enfants comme stratégie de survie. Si ce phénomène peut être difficile à quantifier, il est cependant possible de percevoir certains signes (ex. nombre d'enfants mendiants aux feux tricolores) comme indicateurs de détérioration de la situation. Ci-dessous quelques variables à suivre dans les quartiers périphériques :

- L'augmentation des mendiants et des enfants aux feux tricolores ;

- L'augmentation des séparations familiales comme stratégie de survie. Le manque de moyens oblige certains ménages à se séparer et à répartir les enfants dans différentes familles d'accueil;
- L'augmentation de l'utilisation des petits enfants dans les emplois ;
- Etc.

L'afflux continue de personnes déplacées. Avec les conflits ou catastrophes naturelles survenant dans les zones rurales, ce sont de nombreuses personnes qui cherchent refuges dans des communautés d'accueil en zones urbaines dont les infrastructures et les services sont déjà insuffisants. Cet afflux des réfugiés et les conditions de vie des communautés d'accueil vivant dans la périphérie peuvent permettre de tirer la sonnette d'alarme. Ci-dessous quelques variables à suivre dans les quartiers périphériques :

- L'augmentation des déplacés dans les familles d'accueil ;
- L'augmentation du nombre de personne partageant le repas familial ;
- Etc.

Une fois les signes visibles identifiés et connus, certains indicateurs sont proposés pour le suivi de la vulnérabilité urbaine au niveau ménage.

#### Changement de régime alimentaire

- Diminution ou l'absence de viande et de poisson dans le régime alimentaire ;
- Baisse de la qualité des aliments consommés (principalement des produits frais périssables) ;
- Baisse du nombre de repas par jour;
- Consommation de denrées de second rang (aliments d'exception...)
- Etc.

Ces indicateurs ci-dessus sont exprimés de façon plus formelle à travers le score de diversité alimentaire (SDAM), l'échelle d'insécurité alimentaire des ménages (EIM) et le nombre de mois d'approvisionnement alimentaire adéquat (MAHFP). Ces derniers se basent sur le fait que le revenu est déterminant dans les choix alimentaires. Il peut être observé que les produits alimentaires habituellement consommés avant la hausse des prix ne font plus partie du régime alimentaire habituel du ménage en raison de la baisse de son pouvoir d'achat (ex. viande, poisson, légumes etc.). La qualité des produits achetés peut aussi baisser, la fréquence de consommation peut être réduite et des substitutions peuvent être opérées au profit d'une denrée de second rang. Ce sont autant de détériorations observables au plan alimentaire et nutritionnel qui peuvent avoir des implications sur le bien être du ménage.

Les indicateurs SDAM, EIM, MAHFP ont été assez souvent utilisés par le PAM. La méthodologie de collecte de ces indicateurs seront présentés et leur mise en œuvre discutée au cours de l'atelier méthodologique.

### 3.4.2.2 Le Score de diversité alimentaire des ménages (SDAM)

La diversité alimentaire est appréciée de façon simple à l'aide du Score de Diversité Alimentaire (SDAM) défini comme le nombre de groupes d'aliments différents consommés au cours d'une période donnée ou du Score de Variétés Alimentaires (SVA) qui prend en compte le nombre d'aliments consommé plutôt que les groupes. La FAO propose une classification en 12 groupes au niveau ménage (céréales, tubercules et racines, légumes et fruits, viandes, œufs, poisson, légumineuses, produits laitiers, huiles et graisses, sucres et épices, café-thé, boissons alcoolisée) pour la mesure de la diversité alimentaire. Les scores de diversité alimentaire sont construits en additionnant le nombre d'aliments ou groupes d'aliments consommés durant une période donnée. Les ménages ont été classés en terciles pour des comparaisons. Chaque aliment ou groupe d'aliments contribue ainsi de la même façon au score final, et ce qu'il soit consommé une fois ou plusieurs fois au cours de la période donnée. Les questions de seuil pour définir que les niveaux de diversité faible, moyenne ou élevée, posent également problème. En effet le nombre de groupes d'aliments à consommer par jour pour bénéficier d'un régime de bonne qualité n'a pas été fixé tant qu'un aucun consensus n'a été trouvé quant au nombre de groupes d'aliments à intégrer dans le score. Le découpage de l'échantillon en terciles ou en quintiles peut être utilisé pour classer les individus et les comparer entre eux. La diversité alimentaire des ménages est liée à leurs accès à la nourriture qui est une composante de la sécurité alimentaire. Un faible score montre que la quantité et la qualité des apports en nutriments et en énergie ne sont pas adéquates pour couvrir les besoins alimentaires du ménage. Un fort score de diversité alimentaire est aussi censé traduire une adéquation nutritionnelle du régime alimentaire.

#### Formule de calcul

Si les 12 groupes d'aliments sont libellés de A à L, les valeurs de A à L prenant la valeur «1» pour aliment consommé dans le ménage et «0 » pour aliment non consommé, la formule est ainsi libellée :

Variable SDAM (0-12) pour chaque ménage= A+B+C+D+E+F+G+H+I+J+K+L

Indicateur SDAM moyen= Somme (SDAM)/nombre total de ménages

Le PAM a raffiné ce concept et a développé une nouvelle équation, où chaque aliment n'a pas le même poids.

L'équation est la suivante:

Food Consumption Score = A<sub>staple</sub>X<sub>staple</sub>+ A<sub>pulse</sub>X<sub>pulse</sub>+A<sub>veg</sub>X<sub>veg</sub>+ A<sub>fruit</sub>X<sub>fruit</sub> + A<sub>animal</sub>X<sub>animal</sub>+ A<sub>sugar</sub>X<sub>sugar</sub> + A<sub>dairy</sub>X<sub>dairy</sub>+ A<sub>oil</sub>X<sub>oil</sub>

A= fréquence de consommation

X= poids de l'aliment

Par exemple, le poids des produits laitiers est plus important que celui pour les boissons gazeuses.

### 3.4.2.3 L'échelle d'insécurité alimentaire des ménages

L'échelle d'insécurité alimentaire est adaptée d'une approche jadis utilisée annuellement aux Etats Unis pour estimer la prévalence de l'insécurité alimentaire. Elle repose sur l'idée que l'insécurité alimentaire entraîne des réactions prévisibles pouvant être saisies et quantifiées par le biais d'une enquête puis récapitulées sur une échelle. En interrogeant les personnes à faibles revenus, cette recherche plutôt qualitative permet d'éclairer sur les façons dont ils ressentent l'insécurité alimentaire : (i) angoisse sur l'approvisionnement en nourriture ; (ii) sensation que la nourriture est insuffisante pour les membres du ménage (iii) sensation que la nourriture n'est pas diversifié, ni nutritif, ni apprécié par les membre du ménage, (iv) expression d'une diminution d'apport alimentaire pour les membres du ménage , (v) expression des conséquences de cette diminution sur les membres du ménage, (vi) sensation de frustration pour pouvoir se nourrir.

### 3.4.2.4 Le nombre de mois d'approvisionnement alimentaire adéquat (MAHFP)

Cet indicateur saisit les changements durant l'année de la capacité du ménage à maintenir un approvisionnement en nourriture au-dessus du niveau minimum. Afin de bien saisir les améliorations dans l'accès à l'alimentation des ménages, la collecte des données doit s'effectuer lors des périodes de pénurie alimentaire (soudure). Il s'agit d'une collecte de données sur les conditions d'accès à l'alimentation durant les 12 mois antérieurs. Cet indicateur permet de connaître les mois durant lesquels l'accès était difficile.

#### Formule de calcul

Si les 12 représente le nombre de mois total (de A à L), il faut calculer le nombre de mois pendant lesquels le ménage n'a pas pu répondre à ses besoins alimentaires. Les valeurs applicables aux mois compris entre la lettre A et la lettre L seront « 0 » ou « 1 » pendant les groupes d'aliments sont libellés de A à L, les valeurs de A à L prenant la valeur «1». Si la réponse à la question 1 est « non », alors les réponses A-L de la question 2 devraient être codifiées par « 0 ». La formule est ainsi libellée :

Indicateur MAHFP (0-12) pour chaque ménage=  $12 - (A+B+C+D+E+F+G+H+I+J+K+L)$

MAHFP moyen= Somme (MAHFP) pour tous les ménages de l'échantillon/nombre total de ménages

Les 3 indicateurs (SDAM, EIA et MAHFP) ont été développés par le projet Food and Nutrition Technical Assistance (FANTA/USAID). La méthode de leur collecte sera présentée durant l'atelier méthodologique prévu en novembre 2012 à Bamako. Cet atelier regroupera le SAP/Mali, les membres du comité national SAP, les représentants du PAM, de Few-net, du Commissariat à la sécurité alimentaire, de l'OMA, de l'USAID etc. Au cours de l'atelier, seront présentés : (i) les indicateurs pertinents dans le contexte des villes du Mali, retenus à partir de la capitalisation; (ii) les modalités et instruments de leur collecte. Les étapes d'un test de validation sur le terrain des indicateurs retenus seront formulées.



### 3.4.3 Tableau récapitulatif des indicateurs

Le tableau ci-dessous récapitule à titre indicatif, les indicateurs à différents niveaux (communes, quartiers, groupes sociaux et ménages) pour suivre les effets des chocs vécus dans la ville. Les indicateurs de la commune constituent la base d'identification des quartiers sensibles, ceux des quartiers constituent la base d'identification des groupes sociaux et des ménages vulnérables. Les différents types de chocs pouvant perturber la sécurité alimentaire des ménages devront aussi être surveillés de près. Les chocs peuvent être classifiés comme suit (ACF, 2009) ;

- Humains (maladies, épidémie, accident)
- Naturels (inondation, tremblement, sécheresse)
- Economiques (perte d'emploi, hausse des prix)
- Conflits (guerres)
- Relatif au bétail et aux cultures (invasion de criquet pèlerins, grippe aviaire)

#### Tableau récapitulatif des indicateurs

RR= Reconnaissance rapide et CDQ=collecte de données qualitatives

Niveaux ou catégories	Indicateurs et variables	Sources de données
Commune	<p><b>Habitat</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mode d'occupation de l'espace (quartiers aménagés, planifié ou informels)</li> <li>- Coût de la location d'une maison</li> <li>- Distance par rapport aux lieux d'emplois</li> <li>- Qualité de l'habitat (bétons, banco, case...)</li> </ul> <p><b>Accès aux services de base</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité de voirie, de transport en commun, de services de santé, de l'électricité, de l'eau, de l'assainissement</li> </ul> <p><b>Milieu social</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Type de zone (urbaine, périurbaine, ex urbain)</li> <li>- Dominance de personnes sans domicile fixe</li> <li>- Type de leadership</li> <li>- Taux d'alphabétisation</li> <li>- Degré de violence urbaine</li> </ul> <p><b>Environnement</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Disponibilité d'égouts, évacuation eaux usées, décharges d'ordures, contamination des nappes phréatiques</li> </ul>	<p>RR1 et CDQ auprès des services de l'Etat (TP, Cadastres)</p> <p>RR2 et CDQ auprès des services de l'Etat (Municipalités)</p> <p>RR3 et CDQ auprès des services de l'Etat et des communautés</p> <p>RR4 et CDQ auprès des services de l'Etat (Municipalités)</p>

Quartiers	<p><u>Inégalité face à l'augmentation des prix</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Evolution des prix des principales céréales;</li> <li>- Augmentation du rythme d'achats au détail;</li> <li>- Augmentation du degré de détail (de la tasse ou du kilogramme à la demi-tasse et au demi-kilogramme) ;</li> <li>- Augmentation de la consommation d'aliments dans les rues ;</li> </ul> <p><u>Baisse des sources de revenus</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Faillite des boutiques de détail;</li> <li>- Cessation d'emplois dans le petit commerce ;</li> <li>- Prolifération de la petite agriculture (artisanale) en zones urbaines et périurbaines</li> </ul> <p><u>Effondrement du tissu social</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation des mendiants et des enfants aux mosquées, feux tricolores, stations d'essence ;</li> <li>- Augmentation des séparations familiales comme stratégie de survie;</li> <li>- Augmentation de l'utilisation des petits enfants dans les emplois</li> </ul> <p><u>Afflux continue de personnes déplacées</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Augmentation des déplacés dans les familles d'accueil ;</li> <li>- Augmentation du nombre de personnes partageant le repas familial</li> </ul>	<p>RR5 et CDQ auprès des services d'information</p> <p>RR6 et CDQ auprès des communautés</p> <p>RR7 et CDQ auprès des communautés</p> <p>RR8 et CDQ auprès des communautés</p>
Groupes sociaux	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Nombre et état des enfants de la rue</li> <li>- Nombre et situation des femmes enceintes et état des personnes âgées sans ressources</li> <li>- Nombre et état des divorcés et mères de famille sans ressources</li> <li>- Nombre et état des personnes sans domicile fixe</li> <li>- Nombre et état des handicapés</li> </ul>	<p>RR9 et CDQ auprès des communautés</p>

Ménages	<p><u>Changement de régime alimentaire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Diminution ou l'absence de viande et de poisson dans le régime alimentaire ;</li> <li>- Baisse de la qualité des aliments consommés (principalement des produits frais périssables) ;</li> <li>- Baisse du nombre de repas par jour;</li> <li>- Consommation de denrées de second rang (gari, feuilles de cueillette...)</li> </ul> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Score de Diversité Alimentaire des Ménages (SDAM)</li> <li>- Echelle d'Insécurité Alimentaire (EIA)</li> <li>- Nombre de Mois d'Approvisionnement Alimentaire Adéquat (MAHFP)</li> </ul>	<p>RR10 et CDQ auprès des communautés</p>     <p>Enquêtes 1</p>  <p>Enquêtes 2</p>  <p>Enquêtes 3</p>
---------	--	--

## **Références Bibliographiques**

Alnap, Provention consortium, 2009. Réponses aux catastrophes urbaines : Leçons tirés d'opérations de secours et de reconstruction.

Anne Swindale, Paula Belinsky, Septembre 2006, USAID. Score de diversité alimentaire des ménages (SDAM) pour l'accès à l'alimentation des ménages : Guide d'indicateurs.

Bernard Maire, Francis Delpeuch, Martine Padilla, Geneviève Le Bihan, 1993. Le ciblage dans les politiques et programmes nutritionnels. C:\Documents and Settings\user\Desktop\Food security monitoring- Indicators\Le ciblage dans les politiques et programmes nutritionnels

Cellule de Coordination du Système d'Alerte Précoce au Niger, Décembre 2011. Evaluation de la vulnérabilité et l'insécurité alimentaire des ménages ruraux et urbains.

Cherif Ben Elwata, Soumaïla Diarra, SAP/Mali, Mars 2009. Etude de base de la sécurité alimentaire et de la nutrition (EBSAN).

CILSS, Avril 2004. Historique et expériences d'intégration de la nutrition dans les systèmes d'information sur la sécurité alimentaire au Sahel et en Afrique de l'ouest. Présentation PWP.

David Coady, Margaret Grosh, John Hoddinott, World bank, 2004. Targeting of transfers in developing countries: Review of lessons and experience.

DFID, Avril 1999. Note d'information sur les moyens d'existence.

Eric Levron, Février 2006. Modes de subsistance des réfugiés en milieu urbain : Etude de cas en Guinée.

Eric Levron, Décembre 2009, ACF International. Identifier les vulnérables urbains.

FAO, UNICEF, WFP, Novembre 2008. Enquête de Sécurité alimentaire en milieu urbain : analyse de l'impact de la hausse des prix sur la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des populations du Sénégal, milieu urbain et périurbain de Pikine, Kaolack et Ziguinchor.

Food and Nutrition Technical Assistance (Fanta/USAID), 2004. Measuring household Food insecurity. Workshop report.

Fortin S, Kameli Y, Ndiaye B, Castan F, Tapsoda S, Martin-Prével Y, 2012, IRD, UNICEF. Surveillance de la sécurité alimentaire en milieu urbain au Burkina Faso de 2009 à 2011, Poster N° 291.

Hedia Hadjaj-Castro, Natacha Wilbeaux, Juillet 2007, Creative Commons Belgique. Indicateurs des actions de développement.

Hontongnon Lokonon, 2011, Université d'Abomey. Diagnostic nutritionnel sur les enfants de 6 à 59 mois dans la commune de Dangbo (Benin).

Ibrahima Bocoum, CIRAD, Mars 2012. Insécurité alimentaire au Mali: Identifier les ménages avec précision.

IFRC, June 2004. Road to resilience: bridging relief and development for a more sustainable relief. Discussion paper.

Isabelle Droy, Patrick Rasolofo, 2004. Centre d'économie du développement, IFREDE, GRES, Université Bordeaux 4GreLes approches de la vulnérabilité alimentaire dans le sud de Madagascar.

Michael C. Latham, FAO, 2001. La nutrition dans les pays en développement.

Mohamed Ag Bendeck, Michel Chauillac, Denis Malvi, 1998. Alimentation de rue, Mutations urbaines et différenciations sociales à Bamako. Sciences sociales et santé.

Paula Bilinsky, Anne Swindale, Food and Nutrition Technical Assistance (Fanta/USAID), Juin 2010. Mois d'approvisionnement alimentaire adéquat (MAHFP) pour la mesure de l'accès alimentaire des ménages : Guide d'indicateurs.

Peter Gubbels, Fatoumata Batta, Mamadou Tangara, Christian Aid, Novembre 2010. Dispositifs de système d'alerte précoce au Mali : appréciation des forces et faiblesses.

Philippe B., Christophe J.N., Aude V., Mai 2010, Employment vulnerability and earnings in urban West Africa. IRD, Université Dauphine.

Tuiloma Neroni Slade, 2012. La situation des enfants dans le monde de 2012. Les défis du pacifique.

WFP, Avril 2011. Enquête rapide de la sécurité alimentaire des ménages affectés par la sécheresse au Mali.

WFP, Mars 2012. Rapport d'évaluation de la sécurité alimentaire en milieu urbain: communes de Kaolack, Kolda, Tambamkounda et Ziguinchor.

## Annexes

### 1. Quelques études et recherches sur les indicateurs de vulnérabilité urbaine

Ce listing présente pour chaque étude, l'objectif poursuivi et les indicateurs utilisés pour suivre le phénomène de l'insécurité alimentaire dans les zones urbaines.

E1 : Guide d'indicateur- Score de diversité alimentaire (SDAM) et Mois d'approvisionnement alimentaire adéquat (MAHFP) par le projet Food and Nutrition Technical Assistance (FANTA-USAID) en 2010. Le projet a identifié 2 indicateurs qui peuvent s'appliquer à la fois au milieu rural et urbain. L'indicateur MAHFP saisit les changements dans le temps de la capacité du ménage de maintenir un approvisionnement au dessus du niveau minimum pendant l'année.

E2 : Surveillance de la sécurité alimentaire en milieu urbain au Burkina Faso de 2009 à 2011 par IRD et UNICEF. Cette étude a été présentée au 5<sup>ème</sup> Congrès International d'Epidémiologie ADEL/EPITER en Septembre 2012 à Bruxelles. Selon l'étude, il est ressorti la nécessité de concevoir un dispositif de surveillance de la sécurité alimentaire en milieu urbain depuis les récentes crises alimentaires et économiques touchant le milieu urbain dans les pays du sud. Les ménages urbains sont devenus très dépendants des marchés pour leur consommation alimentaire. Il y'a un manque notoire de données sur la vulnérabilité alimentaire en milieux urbains alors même que leur population est en forte progression. Suite à des enquêtes annuelles conduites dans le cadre de cette étude de 2009 à 2011 à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso, trois indicateurs de vulnérabilité alimentaire ont été développés touchant le statut économique des ménages: (i) le score de diversité alimentaire, (ii) l'échelle d'insécurité alimentaire dichotomisée en sécurité alimentaire versus insécurité alimentaire, (iii) le statut économique.

E3 : Identifier les vulnérables urbains par ACF International (Eric Levron) en décembre 2009. Cet ouvrage a procédé à un zonage urbain puis un zonage des vulnérabilités et a essayé d'identifier les parties de la ville soumises à des risques forts d'un certain nombre de facteurs aggravants de vulnérabilité (habitats, environnement, services). Cette étude a identifié certains indicateurs à l'échelle des ménages urbains : (i) Diminution voire abandon de petites activités commerciales, (ii) Augmentation de la part des dépenses consacrées à l'alimentation et réduction des autres dépenses (baisse de la scolarisation, automédication...etc.), (iii) Baisse des quantités alimentaires consommées, diminution du nombre de repas, baisse des quantités, (iv) Diminution de la qualité et de la diversité des aliments consommés, (v) Diminution des préparations familiales et augmentations de la consommation des repas de rue, (vi) Dégradation des pratiques alimentaires des femmes enceinte et allaitantes, (vii) Dégradation des pratiques alimentaires du nourrisson et du jeune enfant (introduction précoce du plat familiale, élimination des bouillies enrichies), (viii) Dégradation de l'hygiène alimentaire, corporelle, vestimentaire et du foyer, (ix) Augmentation du travail des enfants, (x) Endettement croissant du ménage, (xi) Augmentation des cas d'abandon du foyer et des épisodes de mésentente familiale, (xii) Réduction de l'entraide entre voisin, (xiii) Augmentation de la mendicité, des vols, du banditisme, de la prostitution, (xiv) Migration

E4 : Insécurité alimentaire des ménages en milieu rural et urbain au Niger par le SAP/Niger en Avril 2010. Cette étude fournit quelques indicateurs directs et indirects: (i) Score de consommation alimentaire (accès/utilisation), (ii) Proportion des dépenses alimentaire dans les dépenses globales, (iii) Durée des stocks alimentaires, (iv) Possession d'animaux, (v) Indice de stratégie de survie, (v) Revenu du ménage et dépenses totales.

E5 : Plan de soutien 2012 suite à la crise alimentaire au Niger », par le SAP/Niger, Janvier 2012. Ce plan a identifié certains indicateurs pour l'identification des ménages à cibler dans les centres urbains: (i) Les ménages principalement dirigés par les femmes, les veuves et les veufs, (ii) Les groupes complètement démunis (populations flottantes, ménages ayant épuisé leurs capacités de subsistances, ménages sans capacité de production), (iii) Les ménages victimes de catastrophes naturelles récentes, (iv) Les mères d'enfants de moins de 5 ans et répondant à au moins un autre critère de vulnérabilité, (v) Les ménages d'accueil des rapatriés et répondant à au moins un autre critère de vulnérabilité.

E6 : Identifier les ménages vulnérables avec précision par Ibrahim Bocoum en mars 2012 par le CIRAD. Cet article a donné quelques pistes et proposé des indicateurs utilisables : (i) La part du budget consacré à l'alimentation, (ii) La composition des dépenses totales, (iii) Les charges réelles du ménage (nombre de personnes qui partagent les repas en plus des membres du ménage).

E7 : Projet d'appui aux populations à faible revenu en régions urbaines en Guinée par EuropeAid (Eric Levron) en Mars 2012. Ce projet a utilisé certains indicateurs comme: (i) Le nombre et la diversité des repas, (ii) La décapitalisation, (iii) L'augmentation du coût du travail par rapport à la hausse des prix des denrées, (iv) La baisse du pouvoir d'achat.